

SOUS EMBARGO JUSQU'À 12H.30

VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCATION

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES FOR UNE ALLOCATION DE
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES, À L'OCCASION DE LA
CONFÉRENCE INAUGURALE DU CENTRE
DE RECHERCHE SUR LES RELATIONS
COMMERCIALES INTERNATIONALES

TORONTO,
LE 25 JANVIER 1984

RELEVER LE DÉFI GLOBAL PAR
LA VOIE DE LA COOPÉRATION

(TRADUCTION)

Je suis très heureux de cette possibilité qui m'est donnée de m'adresser à vous à l'occasion de la Conférence inaugurale du Centre de recherche sur les relations commerciales internationales. Le thème, "Relever le défi global", est d'une importance capitale et vient fort à propos pour les gens d'affaires et pour le gouvernement.

Je félicite le Centre de recherche sur les relations commerciales internationales de son choix d'un thème et de sa discussion de sujets comme l'avenir du système commercial multilatéral, et les défis et les occasions qui s'offrent aux milieux d'affaires canadiens dans un monde agité. Cette conférence fournit au gouvernement et au secteur privé une excellente occasion d'échanger leurs points de vue. Je suis particulièrement heureux que le ministère des Affaires extérieures ait pu collaborer à la mise sur pied du Centre.

J'aimerais maintenant discuter d'un aspect central du thème, à savoir la gestion de la relance par la voie de la coopération.

Permettez-moi d'abord de revoir avec vous les perspectives économiques mondiales, puis certaines activités que mes collègues ministériels et moi-même avons entreprises avec des gouvernements étrangers et ici même, au Canada, pour relever le défi global.

Lors des séances que vous avez tenues ce matin, vous avez eu un aperçu des perspectives mondiales, ainsi que des discussions sur le système commercial et financier international. A mon avis, la situation économique mondiale s'est beaucoup améliorée. Le système économique international s'est remis du traumatisme de la récession, et il s'est montré souple en résistant à de fortes tensions. Il y a eu un certain nombre de faits positifs:

- la reprise de l'économie nord-américaine a été bien au-dessus de la moyenne enregistrée pour les économies industrialisées. Selon l'étude la plus récente de l'OCDE, le Canada et les États-Unis devraient enregistrer un taux de croissance réelle de 5 % en 1984, soit le plus élevé des pays du Sommet;
- les économies de l'Europe de l'Ouest et du Japon ont montré des signes de reprise depuis le sommet de Williamsburg en mai dernier;
- les taux d'intérêt nominaux se situent maintenant bien en deçà des sommets incroyables atteints en 1981 et 1982;
- le danger que présente l'endettement des pays en développement pour le système financier international a été contenu, et des approches à plus long terme sont maintenant à l'étude;
- le caractère ouvert du système commercial mondial a été largement préservé, malgré de fortes pressions protectionnistes; et
- les prix mondiaux du pétrole semblent s'être stabilisés, du moins pour le moment.

Les gens d'affaires et le gouvernement doivent toutefois relever d'autres défis de taille, notamment:

- favoriser une croissance équilibrée et soutenue, tout en veillant à consolider les gains réalisés au chapitre de l'inflation;
- favoriser l'affectation de ressources commerciales et de fonds publics suffisants dans les pays endettés, à l'appui de leurs propres efforts courageux d'ajustement;
- résister à la menace du protectionnisme et opérer les ajustements essentiels dans nos structures industrielles;
- chercher par tous les moyens à améliorer la compétitivité et particulièrement encourager la mise au point de techniques de pointe et leur diffusion rapide.

Nombre de ces défis vous sont évidemment familiers et représentent des éléments importants de vos activités de planification et de commercialisation.

Prenons, par exemple, les marchés en dehors de l'Amérique du Nord, dont la croissance restera limitée et inégale. Nous ne pouvons nous attendre qu'à une expansion modeste cette année en Europe de l'Ouest et au Japon; les conditions resteront par ailleurs difficiles dans les pays endettés et exportateurs de pétrole. Cette situation limitera la vente de nos biens et services sur ces grands marchés et aura des répercussions sur le rythme de la reprise économique ici. Toutefois, les marchés étrangers continueront d'avoir une importance vitale pour nous sur le long terme. La concurrence de plus en plus vive dont font l'objet ces marchés moins actifs met davantage encore en relief la nécessité pour vous d'augmenter notre propre compétitivité.

L'économie des États-Unis connaît une expansion vigoureuse, et nous ne devrions ménager aucun effort pour tirer parti de ce marché vital et en pleine expansion pour nos produits et services.

Toutefois, il reste à savoir dans quelle mesure la reprise de l'économie américaine sera un phénomène durable. Plusieurs facteurs entrent en jeu. Ainsi, les déficits budgétaires prévus ont à la fois nourri les attentes inflationnistes et accru le risque de pressions sur les épargnes, ce qui en retour a contribué à relever les taux d'intérêt réels. Ces taux, combinés à un dollar américain surévalué, faussent la reprise de l'économie américaine elle-même en pénalisant les investisseurs à long terme et les industries d'exportation. Ces taux d'intérêt réels élevés, dont l'action se répercute dans d'autres pays, influent par ailleurs sur le profil des investissements et de la consommation, et soulèvent des questions quant à la "durabilité" de la reprise économique à l'échelle mondiale.

Afin de surmonter ces difficultés, les gouvernements et les milieux d'affaires doivent chercher ensemble à renforcer le système financier et commercial macroéconomique international.

La prospérité du Canada est directement tributaire d'une économie mondiale saine et en pleine croissance. Les exportations représentent 30 % du produit national brut du Canada. Nous reconnaissons l'importance d'une économie mondiale ouverte et efficiente, et nous travaillons avec vigueur au sein de nombreuses instances multilatérales à améliorer la gestion globale.

Comme vous le savez sans doute, le Canada a été un intervenant très actif dans le cadre de discussions internationales tenues récemment. Celles-ci prennent plusieurs formes, qu'il s'agisse des sommets économiques et des réunions périodiques des ministres responsables du commerce au Canada, aux États-Unis, au Japon et dans la Communauté européenne, des rencontres plus officielles des ministres des pays membres du GATT et de l'OCDE, ou des réunions annuelles FMI/Banque mondiale. Ces trois dernières années, il m'a été donné de présider le Comité intérimaire du FMI et la première Réunion ministérielle du GATT en neuf ans. Cette expérience m'a mené à conclure que ce n'est que par la voie d'une compréhension mutuelle, d'efforts soutenus et d'un sentiment de partage des objectifs économiques que les gouvernements peuvent résister à la montée des pressions protectionnistes et soutenir la reprise.

À titre d'exemple de ces réunions internationales, permettez-moi de mentionner les sommets économiques organisés chaque année et auxquels participent les sept grands pays industriels du monde occidental. J'ai participé à plusieurs sommets, dont celui de Williamsburg en mai dernier. Les nations industrialisées du monde entier s'y sont rencontrées et se sont entendues sur les politiques et les mesures qui favoriseront la concrétisation de la relance. Je n'en citerai que quelques-unes:

- poursuivre des politiques monétaires et budgétaires appropriées visant à freiner l'inflation, abaisser les taux d'intérêt, intensifier les investissements productifs et multiplier les possibilités d'emploi;
- définir les conditions propices à l'amélioration du système monétaire international;
- donner un coup d'arrêt au protectionnisme et l'écarter en démantelant les obstacles au commerce;
- maintenir la stratégie de redressement du problème de la dette, ce qui suppose notamment l'ouverture des marchés, des ajustements réels de la part des débiteurs, un financement adéquat et la reprise économique à l'échelle mondiale;
- prêter attention à l'acheminement des ressources vers les pays en développement;
- tendre vers une plus grande prévisibilité et une moins grande volatilité des prix pétroliers en conservant l'énergie, en développant des sources d'énergie alternatives et en améliorant, autant que faire se peut, les contacts entre les pays exportateurs et importateurs de pétrole; et

- encourager le développement des technologies avancées.

J'ai été particulièrement préoccupé par l'hésitation des gouvernements à s'engager à prendre des mesures anti-protectionnistes au GATT, à l'OCDE et aux Sommets, et à agir comme si ces mots étaient vides de sens. Voilà pourquoi j'ai été heureux que les participants au dernier Sommet aient endossé l'initiative du Canada qui consistait à déterminer dans quelle mesure les gouvernements respectaient leurs engagements anti-protectionnistes.

La participation du Canada aux réunions informelles des ministres responsables du commerce au Canada, aux États-Unis, au Japon et dans la Communauté européenne confirme également l'intérêt du gouvernement pour la coopération et le renforcement de l'économie mondiale. Mon collègue, l'honorable Gerald Regan, participera à la prochaine réunion en Floride du 3 au 5 février. L'objectif premier de ces réunions de ministres du Commerce de pays choisis est d'échanger des vues et de coordonner les mesures destinées à freiner le protectionnisme et à inverser le processus en abattant les barrières commerciales.

Le Canada a été de ceux qui ont demandé instamment l'application du Programme de travail du GATT dans les meilleurs délais. Ce programme, qui a été adopté à la Réunion ministérielle de 1982 que j'ai présidée, vise à couvrir diverses questions, comme le commerce des produits agricoles et l'élaboration d'un accord international sur les mesures de sauvegarde, le commerce des produits à base de ressources naturelles et le commerce des services.

Pour renforcer le système économique mondial, il faut d'abord et avant tout freiner le protectionnisme et renverser la vapeur à mesure que progresse la relance économique. L'on pourrait favoriser un engagement renouvelé et susciter une impression de mouvement dans cette voie en faisant progresser l'application des réductions tarifaires adoptées dans le cadre des négociations de Tokyo et en convenant d'un système de notification pour ce qui concerne les mesures de sauvegarde dites "grises".

La consultation a toujours joué un rôle-clé dans la formulation des politiques. La présente conférence constitue une excellente tribune au sein de laquelle pourront se poursuivre les consultations et la coopération dans un contexte canadien. Permettez-moi de vous entretenir brièvement d'une autre conférence internationale à laquelle je participerai demain et que bon nombre d'entre vous pourraient ne pas connaître très bien. Il s'agit du Symposium de Davos qui se tient en Suisse.

Depuis 1970, ce symposium réunit chaque année quelque cinq cents dirigeants de moyennes et grandes sociétés nationales et multinationales. Je suis heureux de constater que 17 administrateurs en chef de sociétés canadiennes représenteront le Canada cette année.

Le Symposium de Davos est un événement unique en son genre puisqu'il permet à des chefs d'entreprise de toutes les parties du monde de rencontrer des décideurs-clés de gouvernements et d'institutions internationales. Cette année, le gouvernement du Canada a été invité à participer en tant que pays vedette dans le cadre des discussions qui porteront sur le thème général de la gestion de la relance.

Dans cet esprit, la délégation officielle canadienne veut donner une impression favorable du Canada en tant que partenaire commercial stable, doté d'une économie bien engagée sur la voie de la relance, et de pays sûr pour les investissements. Dans le cadre des discussions, le Canada sera présenté comme un pays riche en ressources et doté d'un excellent potentiel, surtout dans les secteurs des nouvelles technologies, de l'énergie et des services de pointe. À mon avis, le Symposium de Davos fournira une excellente occasion aux gens d'affaires canadiens et aux officiels du gouvernement d'avoir des discussions ouvertes avec leurs homologues sur les problèmes qui nuisent au système commercial et financier international.

Ici même, au Canada, nous avons pris certaines initiatives qui, selon moi, soulignent notre intérêt pour la gestion de la relance économique.

Dans le discours du Trône, le gouvernement annonçait qu'il s'engageait sur la voie du dynamisme commercial. Afin de favoriser cette croissance qui dépend en bonne mesure des exportations, il entend prendre un certain nombre d'initiatives, notamment:

- Élargir le populaire Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) en vue d'intensifier les activités à l'étranger des industries du secteur des services et des maisons de commerce privées;
- Fournir, par des mesures de financement direct, les encouragements et l'aide dont ont besoin les filiales canadiennes de sociétés multinationales qui cherchent à obtenir l'exclusivité mondiale de certains produits;
- Faciliter la création de la Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique afin d'illustrer l'appartenance du Canada à la région du Pacifique, et
- Étudier l'opportunité d'accords restreints de libre-échange avec les États-Unis dans des secteurs comme ceux des produits pétrochimiques, des textiles et du matériel de transport urbain, afin d'accroître nos échanges et d'améliorer nos relations avec notre plus important partenaire commercial.

Mon collègue, l'honorable Gerald Regan, ministre du Commerce extérieur, a pris l'initiative de créer un Groupe de travail sur les maisons de commerce qui sera chargé d'évaluer le secteur des maisons de commerce privées au Canada. Nous sommes particulièrement heureux que le président sortant de l'Association canadienne d'exportation, M. Tom Burns, ait accepté la présidence du Groupe. Nous sommes impatients de prendre connaissance des recommandations du Groupe sur les moyens de rendre ce secteur plus apte à favoriser les exportations canadiennes.

Certains d'entre vous savez peut-être que le Canada a récemment imposé une surtaxe à l'égard de certains produits importés des États-Unis et fabriqués à partir d'aciers spéciaux. Cette mesure s'appliquera tant que le gouvernement américain n'aura pas indemnisé le Canada à la suite des

mesures prises en juillet dernier pour limiter les importations d'aciers spéciaux. Cette surtaxe prend la forme d'une majoration allant jusqu'à 7,7 % des droits de douane applicables aux importations de certains aciers spéciaux américains.

Ce geste montre bien que le Canada est déterminé à exercer vigoureusement ses droits aux termes des accords commerciaux internationaux, et témoigne de l'engagement du gouvernement en faveur d'un système commercial mondial plus ouvert et plus discipliné.

J'aimerais maintenant vous toucher quelques mots de mon ministère. La réorganisation du nouveau ministère des Affaires extérieures est maintenant terminée. Celui-ci est désormais doté d'un noyau de spécialistes économiques et commerciaux très compétents et doués, qui viendra s'ajouter aux points forts traditionnels du Ministère dans le domaine de la politique étrangère. Ces spécialistes sont maintenant groupés dans une structure géographique et fonctionnelle plus rationnelle et sont prêts à vous aider à résoudre les problèmes que pourrait soulever l'exécution de vos projets sur les marchés internationaux, qu'il s'agisse d'exigences internationales en matière de financement, de règlements douaniers, d'une évaluation de la stabilité politique ou des perspectives économiques sur un marché donné.

Vous serez également intéressés de savoir que le Ministère a mis sur pied un Secteur de l'expansion du commerce international qui comprend des fonctionnaires ayant une expérience dans les domaines de la commercialisation des céréales, de la mise en marché des produits alimentaires, halieutiques et agricoles, des produits à haute technicité et du matériel de défense, ainsi que des industries primaires et manufacturières. La concentration de toutes ces compétences au sein du nouveau ministère canadien des Affaires extérieures représente un changement radical dans l'organisation du gouvernement canadien, et confirme le caractère prioritaire des questions commerciales.

Afin de consolider les liens entre le développement industriel et la promotion du commerce, mes officiels collaborent avec les spécialistes régionaux et industriels du ministère de l'Expansion industrielle régionale à Ottawa et dans les divers bureaux régionaux de ce ministère au Canada.

Outre les services offerts par ces bureaux régionaux, les gens d'affaires peuvent s'adresser au Centre d'information sur le commerce dont les bureaux sont situés au ministère des Affaires extérieures à Ottawa. Celui-ci fournit des renseignements sur toute la gamme des services à l'exportation offerts par le gouvernement aux exportateurs actuels et éventuels et symbolise le désir du gouvernement de répondre aux besoins de l'industrie canadienne.

Je suis heureux d'annoncer que le Ministère compte désormais un nouveau sous-ministre du Commerce extérieur et coordonnateur des relations économiques internationales en la personne de Mme Sylvia Ostry. Grâce à sa connaissance des questions économiques internationales, elle constituera un atout précieux pour ce qui est de la formulation de politiques qui enchâssent l'importance du commerce international dans l'économie canadienne. Mme Ostry m'accompagnera au Symposium de Davos.

En guise de conclusion, j'ajouterai que des conférences comme la vôtre favorisent une meilleure compréhension des défis que la communauté internationale doit relever ainsi qu'une plus grande coopération à la solution de certains des problèmes auxquels nous faisons actuellement face.

Je félicite le Centre de son excellent programme et je vous remercie de m'avoir permis de vous parler de ce que le gouvernement fait pour relever le défi global.